



Près de 11 millions de personnes ont, le 30 juin en France, voté RN. Près de 11 millions ont voté pour un parti raciste dont le projet politique violent veut la destruction progressive des libertés et des droits collectifs et individuels, et directement de la République.

Ce vote est aussi un échec collectif qui nous met tous, société civile, associations, syndicats, partis politiques, face à nos responsabilités.

Devant ce vote - que nous ne chercherons pas ici et pour le moment à analyser - nous n'avons pas d'autres choix que d'AGIR :

- Agir d'abord pour faire barrage au RN au second tour des élections législatives
- Agir ensemble, parce que les jours à venir vont voir s'affronter des thèses, des projets de société violemment opposés.

Pourtant, ce vote, avec le risque réel et immédiat de voir l'extrême droite en capacité d'exercer le pouvoir en France, n'a pas été une surprise, beaucoup la redoutaient, le gouvernement de E. Macron ayant légitimé et banalisé les idées du RN dans la vie politique du pays.

Le 20 mai, au congrès de Bordeaux, la LDH votait une résolution « Défaire l'extrême droite et ses idées ; construire une alternative autour de l'effective des droits », reprise par les participants à une table ronde (1). Nous étions dans la perspective des élections de 2026-27... nous avons eu trois semaines. La dissolution récente de l'Assemblée nationale a bousculé et précipité la mise en œuvre de ce projet pour faire barrage au RN. À tous les niveaux, la LDH s'est mobilisée en référence à ce projet en élargissant le mouvement pour intégrer divers partenaires ou collectifs.

Dès le 12 juin, la LDH nationale a lancé un appel « Ensemble contre l'extrême droite » avec les participants à la table ronde du 20 mai et signé par une centaine d'associations. Localement nous avons appelé à participer aux manifestations organisées à Lyon, travaillé avec divers partenaires, par exemple, avec ceux du collectif AES (Alliance Écologique et Sociale).

L'enjeu est abyssal. Nous n'avons pas d'autre choix que de faire barrage au RN dont le programme va à l'encontre de nos valeurs républicaines. Le RN est clairement un parti d'extrême droite qui catégorise les Français.es, remet en cause l'état de droit, prône la préférence nationale.

Contre un projet xénophobe, pour défendre les libertés fondamentales, la justice sociale, les services publics, assurer une redistribution plus juste des richesses, nous n'avons pas d'autre choix que l'union pour lutter, pour construire une alternative démocratique, écologique et sociale.

Ce combat nous le menons aujourd'hui dans une période d'élection, mais il est certain, quel que soit le résultat du 7 juillet, que nous serons amenés à le prolonger pendant de longs mois encore pour construire un avenir digne pour les générations futures.

Le bureau de la LDH Lyon Confluences

1 : LDH, La Cimade, ATTAC, Oxfam, Greenpeace, SAF (syndicat des avocats de France), Syndicat de la Magistrature, Confédération paysanne, Solidaires, FSU, CGT, CFDT.



Les libertés publiques

Quelles pourraient être les possibilités d'action d'un pouvoir d'extrême droite ?

Les libertés publiques ont été considérablement fragilisées depuis une dizaine d'années, instaurant ainsi un climat d'accoutumance à ces restrictions. Les « états d'urgence » à répétition nous ont, en particulier, habitués à ces régimes d'exception. On habitue peu à peu les citoyen·nes à moins de libertés, moins de droits et plus de « devoirs ». Le risque d'une contestation ou remise en cause de l'État de droit, base incontournable de la démocratie, est alors réel, avec banalisation galopante de ces idées liberticides.

Même sans majorité absolue à l'Assemblée Nationale, des lois récemment votées peuvent être des supports de cette politique : Loi asile et Immigration qui permet de renvoyer massivement les étrangers en situation irrégulière, Loi séparatisme, Loi sécurité globale.....

Pour un gouvernement autoritaire, de nombreux outils utilisables existent déjà pour faire pression sur les populations : dissolution d'association, interdiction de manifestation. L'utilisation des forces policières, trop généralement acquises aux idées d'extrême droite, permettrait alors de soutenir des politiques liberticides.

Mais s'il dispose de pouvoirs renforcés, de majorités parlementaires, un gouvernement autoritaire aura le projet de s'attaquer à l'État de droit. **Certes, pas immédiatement, mais par un grignotage progressif des libertés, opposant en particulier la notion de «volonté du peuple» aux institutions.**

La Constitution de la France et son système juridique sont-ils assez solides pour résister à un tel choc autoritaire ?

Une étude menée à l'initiative de députés européens Verts/ALE, tente de répondre à cette question dans l'hypothèse de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir et d'une éventuelle élection d'un autocrate. Cette étude (1) d'une cruelle actualité et disponible librement en téléchargement constitue une lecture essentielle dans cette période.



Les exemples hongrois et polonais sont particulièrement étudiés et éclairants (même si aujourd'hui la Pologne a commencé à se dégager de cette emprise autoritaire).

Rappelons que la Hongrie a intégré l'Union européenne en respectant les critères de fonc-

tionnement démocratique nécessaires à cette adhésion et qu'en une seule législature elle a basculé dans un régime illibéral bien installé aujourd'hui. Ce n'était pas un coup d'état spectaculaire avec chars de combat, répression comme on peut l'imaginer parfois. Le gouvernement est arrivé au pouvoir légalement par les urnes et a progressivement et méthodiquement démonté tous les éléments constitutifs de l'État de droit. L'exécutif a pris le pas sur la justice, les médias indépendants ont été étouffés, l'opposition politique est devenue inaudible, et les libertés fondamentales ont été bafouées, surtout celles concernant les minorités.

Le schéma classique qui se dégage peut être résumé de la manière suivante :

- 1/ Les citoyennes et citoyens perdent confiance dans leur système de gouvernement
- 2/ les citoyens votent pour rompre avec le système précédent
- 3/ les nouveaux autocrates s'emparent des pouvoirs et contre pouvoirs
- 4/ La sphère publique est peu à peu dominée par le parti au pouvoir
- 5/ Les règles électorales sont changées en faveur du pouvoir en place
- 6/ Le système est alors capturé de manière globale avec peu d'options restantes pour l'opposition
- 7/ Le pouvoir en place organise si besoin des référendums biaisés pour se légitimer
- 8/ Les fonds publics sont redistribués et des ennemis imaginaires et boucs émissaires sont dénoncés avant les prochaines élections

Cela rend une alternance du pouvoir quasiment impossible.

Cette étude pose donc ensuite la question des vulnérabilités du système juridique français qui pourraient être interrogées en étudiant les failles du législatif face au pouvoir exécutif. Des enjeux deviennent alors essentiels : le renforcement de l'indépendance de la justice, de la fonction publique, le maintien des autorités indépendantes, des contre-pouvoirs non institutionnels comme les médias, la société civile, l'université.

Les exemples polonais et hongrois ont offert de parfaites illustrations des processus de captation constitutionnelle pour assurer un pouvoir autoritaire.

Ainsi l'État de droit en France, déjà fragilisé par l'existence de mesures liberticides adoptées récemment, pourrait être menacé davantage si une nouvelle majorité exploitait ces failles dans le système juridique.

A. V.

Police Justice

L'extrême droite au pouvoir ce serait :

- L'instauration d'une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre, créant ainsi une impunité totale des forces de l'ordre et une rupture du principe d'égalité devant la justice.
- Un risque d'augmentation de la surpopulation carcérale. Alors que d'autres pays européens adoptent une législation plus orientée sur la prévention, l'extrême-droite entend régler ses obsessions sécuritaires par davantage de prisons.
- La suppression de toute possibilité de réduction et d'aménagement de peine, mesures permettant pourtant la lutte contre la récidive.
- L'instauration d'une perpétuité réelle, en violation la Convention européenne des droits de l'Homme que la France s'est engagée à respecter.
- Le rétrécissement des libertés publiques, avec une intimidation contre les organisations syndicales et associatives. Le RN a, par exemple, déjà fait fermer plusieurs locaux associatifs en arrivant au pouvoir dans certaines villes.
- Un affaiblissement de l'État de droit : le RN a notamment voté contre le rapport de la Commission européenne sur l'État de droit.



L'extrême droite au pouvoir ce serait :

- **le recul des droits et la régression des libertés auxquels nous avons assisté ces dernières années,**
- **les choix politiques tournant le dos au progrès social, la maltraitance des précaires, l'abandon des services publics,**
- **le mépris des mouvements sociaux d'ampleur, comme celui contre la réforme des retraites, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite a prospéré.**

Ne la laissons pas gouverner !

--L'extrême droite au pouvoir ce serait :

- La fin des subventions et /ou la dissolution des associations qui défendent les droits de toutes et tous.
- L'instauration d'un système tout sécuritaire, avec une surveillance généralisée, et répressif, notamment à l'encontre des manifestantes et manifestants.
- L'instauration d'une présomption de légitime défense pour tout tir de policier.
- La remise en cause des libertés syndicales et associatives, du droit du travail au profit des entreprises. Le RN a notamment déjà fait fermer plusieurs locaux associatifs dans certaines villes.
- La privatisation et le démantèlement de l'audiovisuel public pour le mettre au profit de ses idées.



Pour réaliser ce dossier, nous avons repris des éléments proposés par les différents groupes de travail nationaux de la LDH .

Nous aurions aimé vous proposer une lettre plus positive, vous informant de toutes les actions engagées et menées par la section Lyon Confluences, mais l'irresponsabilité et l'immaturation politiques d'un président ne nous laissent pas le choix.

Ce numéro, aux contenus inquiétants voire anxiogènes, est avant tout un dossier de combat, à diffuser partout, quand il en est encore temps.

M. M.

Qui suis-je ?

Depuis quelques années,
Ils n'arrêtent pas de mettre
mon existence en question.
Mon identité.

Aujourd'hui je suis sans identité,
Je suis un fantôme.

Bataille sans fin comme dans les tranchées
comme autrefois à Verdun.

Contrairement au champ de bataille
judiciaire

qui concerne mon identité,
je me nomme Kéléltgui Sylla
pour moi

et pour ceux qui me connaissent bien.

Tandis que pour d'autres:

- Non! Vous n'êtes pas
ce que vous prétendez être !

Bon sang, qui suis-je alors ?

Depuis mon arrivée en France

je me bats pour affirmer mon nom,

mon identité que j'ai perdue

il y a quatre ans, jusqu'à aujourd'hui.

Ma vie ressemble à une vague,

tantôt - Ok on te donne ton fameux nom,

tantôt - On n'est pas contents,

ce nom ne vous appartient pas.

(...)

Face à la machine judiciaire très puissante,
le rêve français est devenu un cauchemar
pour moi.

Dans un engrenage judiciaire sans fin,
une machine juridique autour de mon cou,

je suis comme un berger qui essaie de
ramener son bétail

qui refuse de le suivre.

Je suis ce que je suis pour certains.

Je sais qui je suis !

(...)

Qui suis-je réellement ?

Je suis ce que je suis

et je serai qui j'ai toujours été.

J'ai mené toutes sortes de combats

pour faire valoir ce que je suis,

j'ai produit toutes sortes de données

mais, - insuffisantes !

J'ai tout donné à l'école :

CAP, Bac-pro,

mais encore trop peu pour eux !

(...)

Aujourd'hui je me bats encore

avec plein de personnes autour,

j'espère qu'on y arrive !

Malgré la précarité

que j'ai traversée au cours de ma vie,

le moment n'est pas venu

de baisser les bras.

Ensemble on se battra jusqu'au bout.

J'espère qu'on me le rendra un jour,

mon nom,

et que tout ça deviendra

un long souvenir lointain,

il y a toujours de la lumière

au bout du tunnel.

Kéléltgui Sylla, 2018

En juin 2024, Kélé attend toujours
la reconnaissance de son identité
et la régularisation de sa situation.

Les étrangers

Le Rassemblement National imaginant pouvoir arriver prochainement au pouvoir peut annoncer des modifications dans son programme (annulation de diminution de TVA, différé d'une nouvelle réforme de retraite) mais ce qui ne fait l'objet d'aucun lissage, c'est le thème de l'immigration et du sort de l'étranger en France .

En particulier il est annoncé prioritairement l'abandon du droit du sol et des limitations professionnelles pour les titulaires de double nationalité.

Il semble donc de première importance de cliver encore la population vivant en France et de rendre encore plus incertaine la situation des familles.

Il convient de plus, par la préférence nationale, d'accorder un avantage aux nationaux dans la compétition économique .

C'est une claire remise en cause de la Déclaration des Droits de l'Homme qui commence par ces mots : « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* »

C'est placer les Français reconnus comme tels, en attendant de se questionner sur l'effectivité de leur nationalité (ne seraient ils pas que des Français de papier ?) dans la position de complices d'un déni.

J.-J. H.

L'extrême droite au pouvoir ce serait :

- La déshumanisation des étrangers et la violation des textes internationaux en laissant se noyer celles et ceux qui tentent de traverser la Méditerranée : leur député européen, Fabrice Leggeri, ancien directeur de Frontex, est poursuivi par la LDH pour complicité de torture et de crimes contre l'humanité.

- Le refoulement, le refus d'accorder l'asile, la rétention et l'expulsion de celles et ceux qui fuient leur pays d'origine parce qu'opposants, homosexuels, femmes victimes de violences... ; des travailleurs sans papier qui s'occupent des personnes âgées, bâtissent, nourrissent ; des enfants qui ne connaissent d'autre pays que la France.

- La privation des droits les plus élémentaires aux étrangers : des malades du droit aux soins en remettant en cause l'aide médicale d'État (AME), des familles qui paient leurs cotisations sociales de leurs droits sociaux...

- Un discours mensonger qui invente un grand remplacement qu'aucun chiffre sérieux ne confirme, des liens faussés sur le lien entre immigration et délinquance, la négation de l'apport des personnes migrantes à notre économie, l'instrumentalisation populiste du racisme et de la haine de l'autre.

- La déshumanisation des étrangers et la violation des textes internationaux en laissant se noyer celles et ceux qui tentent de traverser la Méditerranée : leur député européen, Fabrice Leggeri, ancien directeur de Frontex, est poursuivi par la LDH pour complicité de torture et de crimes contre l'humanité.

- Le refoulement, le refus d'accorder l'asile, la rétention et l'expulsion de celles et ceux qui fuient leur pays d'origine parce qu'opposants, homosexuels, femmes victimes de violences... ; des travailleurs sans papier qui s'occupent des personnes âgées, bâtissent, nourrissent ; des enfants qui ne connaissent d'autre pays que la France.

- La privation des droits les plus élémentaires aux étrangers : des malades du droit aux soins en remettant en cause l'aide médicale d'État (AME), des familles qui paient leurs cotisations sociales de leurs droits sociaux...

- Un discours mensonger qui invente un grand remplacement qu'aucun chiffre sérieux ne confirme, des liens faussés sur le lien entre immigration et délinquance, la négation de l'apport des personnes migrantes à notre économie, l'instrumentalisation populiste du racisme et de la haine de l'autre.

La laïcité falsifiée

L'extrême droite au pouvoir ce serait :

- La falsification de la laïcité en en faisant un principe d'exclusion. Le RN souhaite changer la Constitution pour supprimer la loi de 1905 sur la séparation de l'État et des cultes.
- La remise en cause de la liberté de conscience pour toutes et tous.
- Le financement de la religion catholique au nom de la tradition et l'exclusion de la religion musulmane de la sphère publique au nom d'une laïcité dévoyée.
- La chasse aux minorités ethniques et religieuses au travers de mesures discriminantes, telles que la fin des menus de substitution dans les cantines scolaires, comme plusieurs maires d'extrême droite l'ont déjà appliqué localement.



L'école pour trier, dresser et contrôler

Dans le domaine de l'école, le terrain a été bien préparé par Gabriel Attal avec son choc des savoirs, particulièrement apprécié sinon revendiqué par le RN : l'uniforme, les redoublements, le brevet des collèges transformé en examen de passage, les classes de niveau, véritable outil pour faciliter le tri des élèves, le SNU (service national universel).

Mais évidemment le RN dans le cadre d'un Big Bang de l'autorité prétend pousser cette logique de sélection beaucoup plus loin, pour le grand bénéfice de l'école privée.

Il s'agit d'établir un examen d'entrée en sixième, de remplacer le collège unique par un collège « modulaire » permettant d'orienter les élèves en cours de cycle d'étude, de créer des établissements spécialisés susceptibles d'accueillir des élèves perturbateurs de manière définitive, en bafouant les principes élémentaires d'éducabilité, de supprimer les Rep+, de supprimer la formation des enseignants dans un cadre universitaire...

Même si l'éducation est généralement un terrain d'affrontement idéologique pour les politiques, depuis des décennies les politiques sur l'école se sont inscrites dans une certaine continuité.

Le RN veut mettre en place une véritable rupture par ces mesures, allant à l'encontre d'objectifs de démocratisation.

Il s'agit de former des patriotes et dans ce but on sélectionne, on réprime, on exclut, à l'opposé des principes d'éducation.

« Les enfants et les adultes ne sont pas considérés comme des êtres qu'il faut appeler à la liberté mais comme des individus tous potentiellement dangereux qu'il faut dresser et contrôler » (Ph Meirieu)

Soumise à un tel régime en opposition totale avec les valeurs républicaines qui fondent les métiers et les engagements des enseignants, l'école publique risque bien de ne pas se relever.

A. V.

Droits des femmes

L'extrême droite, contrairement aux annonces, c'est en réalité :

- La fragilisation de l'accès au droit à l'avortement. Une bonne partie des députés RN a voté contre la constitutionnalisation de l'IVG et a refusé de condamner les lois interdisant l'accès à l'avortement en Pologne.
- L'aggravation des inégalités en matière salariale et sociale. Le RN a voté contre des mesures renforçant l'accès des femmes aux responsabilités de la fonction publique et s'est abstenu de voter une directive visant à appliquer l'égalité de salaires.
- Un manque d'engagement à l'encontre des violences sexistes et sexuelles. Le RN s'est abstenu lors de la ratification par le Parlement européen de la Convention d'Istanbul sur la lutte contre les violences envers les femmes et s'est opposé à la formation obligatoire des personnes élues contre le harcèlement.
- Un projet de société qui s'oppose au féminisme et refuse l'égalité réelle. Pour les extrêmes droites, le rôle des femmes se limite à leur place dans la famille et leur devoir est de procréer.



Droit du travail

L'extrême droite au pouvoir ce serait :

- Des discours populistes qui se fondent sur la haine de l'autre et qui cachent un programme ultralibéral qui ne ferait qu'appauvrir les travailleurs, notamment les plus vulnérables.
 - Un partage toujours plus inégalitaire de la valeur ajoutée dans les entreprises, le refus d'augmentation des salaires, notamment du SMIC.
 - L'explosion de la précarité, avec de nouvelles réformes réduisant les droits des salariés, l'explosion de la précarité.
 - Le maintien de la réforme des retraites qui prévoit un départ à 64 ans.
 - L'atteinte aux libertés et aux droits dans les entreprises.
 - La limitation de l'accès à la protection sociale. Le RN ne prévoit pas de prise en charge des « nouvelles » maladies professionnelles (burn-out / épuisement professionnel, etc.).
 - La réduction des moyens de l'inspection du travail, la remise en cause de son indépendance et sa soumission au pouvoir des préfets.
- La préférence nationale pour l'emploi, impraticable, mais qui fragiliserait encore plus toute une partie de la population. Cette priorité nationale diminuera mécaniquement la collecte de cotisations des personnes salariées qui travailleront de fait « au noir ».

Droits des LGBTQIA+

L'extrême droite, contrairement aux annonces, c'est en réalité :

- La remise en question du mariage pour toutes et tous, qui permet à des personnes de même sexe de bénéficier des mêmes droits.
- L'opposition aux droits des personnes trans.
- La réduction de la lutte pour l'égalité des droits à une « propagande LGBT », et l'opposition à l'arrêt des thérapies de conversion pour les personnes LGBTQIA+.
- La fermeture des frontières pour les demandeuses et demandeurs d'asile persécutés dans leur pays d'origine pour leur identité de genre ou leur orientation sexuelle.
- La suspension de subventions pour les associations luttant pour la protection des personnes LGBTQIA+.

Droit au logement

Une raison supplémentaire de faire barrage au Rassemblement National

Alors que la Fondation Abbé-Pierre, il y a seulement quelques mois attirait déjà notre attention sur **la situation alarmante du logement social en France**, la situation deviendra catastrophique avec l'accès du RN au pouvoir

Le principe de préférence nationale et les pratiques discriminatoires sont répétés en continu comme une formule magique. Introduire ces deux postulats dans une politique de logement social, cela signifie des milliers de personnes supplémentaires mal-logées, voire à la rue. C'est cette logique qui imprègne déjà la loi Immigration.

La discrimination par la nationalité pour l'accès au logement proposée par le RN :

- Réservé aux foyers dont au moins un parent devra être français.
- Aides sociales et prestations de logement conditionnées à cinq années de travail en France. Alors que les APL déjà « rabotées » par un précédent gouvernement mériteraient d'être revalorisées.
- Aucune mesure dans leur programme en faveur du logement des sans domicile. En 2018, des députés du Pas de Calais disaient s'inquiéter de la réquisition des locaux vacants pour y héberger des personnes à la rue "sans y adjoindre un critère de nationalité" (communiqué du 5 avril 2018).

Le logement est reconnu comme un droit fondamental de la personne. Si ce droit est bafoué, c'est toute la dignité de la personne qui est atteinte. Le logement est au cœur de la vie sociale.

La LDH est aux côtés des professionnels et des militants du logement social qui considèrent : « Que tout projet de discrimination dans l'accès au logement, constituerait une atteinte fondamentale aux principes qui guident leur action ».

Le 19 juin 2024, le Comité exécutif de l'Union Sociale Pour l' Habitat titrait un communiqué de presse :

Nous sommes fiers de loger la France dans toute sa diversité

G.T. Hébergement



L'extrême droite, contrairement aux annonces, c'est en réalité :

- Une mise en danger de la santé de toutes et tous avec le recul du droit à un environnement sain : autorisation de produits phytos dangereux, réduction des contraintes sur la pollution de l'air et de l'eau. Le RN a également voté pour la réautorisation des néonicotinoïdes ou s'est abstenu sur les polluants éternels (PFAS).
- Le soutien actif aux logiques économiques qui détruisent le monde agricole à et l'agro-industrie au détriment des agricultrices et agriculteurs. Le RN a par exemple voté contre la loi en faveur des prix planchers, et donc contre des prix garantis aux petites et petits exploitants agricoles.
- Une stratégie énergétique augmentant la dépendance aux énergies fossiles tout en permettant les superprofits des grandes entreprises au détriment du pouvoir d'achat des plus modestes et de l'endettement public. Le RN a voté contre la loi de taxation des superprofits et est favorable à l'exploitation des gazs de schistes en France.
- Une poursuite de la bétonnisation des sols mettant en danger la biodiversité mais aussi les humains. Le RN a notamment reculé sur le plan ZAN (Zéro artificialisation nette).

L'écologie française du RN : pour « la joie de vivre des Français en France »

En 2023, les Français se disaient à 80 % préoccupés par le réchauffement climatique. Pourtant, à en juger par des tracts du RN, il apparaît que ce parti ne fait pas front à la menace écologique, mais rassemble son électorat par des propositions populistes comme la baisse de la TVA sur l'essence et autres énergies fossiles, sans considération pour l'impossibilité de respecter l'objectif de neutralité carbone.

Le programme du parti (une imposture, selon V. Masson-Delmotte, climatologue et membre du GIEC) reste à un niveau superficiel, plutôt lénifiant : l'écologie doit être « positive » pour protéger le mode de vie des Français, sans contraintes ni normes qui restreindraient leur liberté. Allons-y pour les néonicotinoïdes, l'exploration minière des fonds marins, les passoires thermiques, la chasse le dimanche, les PFAS, les méga-bassines, etc. !

Ces réactionnaires esthètes se soucient de préserver le patrimoine, la beauté du paysage ancestral de la France, avec en arrière-plan le clocher de l'église. Pour cela, il faut démonter les éoliennes terrestres, ou tout au moins instaurer un moratoire. La relance du nucléaire permettra de compenser les énergies renouvelables qui enlaidissent.

Toutes ces mesures ont en commun un repli localiste qui est nationaliste : protéger la vie au plus près, produire sur le territoire, sans se préoccuper d'un avenir imprévisible puisqu'on se méfie du GIEC « alarmiste ». Il reste au RN un fond de climato-scepticisme («Quelle preuve a-t-on de l'origine anthropogénique du réchauffement climatique ?») et une détestation du « terrorisme écologique » : que le « bon sens » prévale !

M.G.

La santé, pour le RN...

L'extrême droite au pouvoir ce serait :

- Un programme santé fondé sur a priorité nationale, où seuls les Françaises et Français auraient accès aux soins. Malgré les idées préconçues, de nombreuses personnes étrangères travaillent et cotisent en France, y compris pour la Sécurité sociale.
- Réduire les effectifs des personnes aides-soignantes à domicile et des auxiliaires de vie pour réaliser des économies.
- La préférence nationale dans le recrutement des personnels médicaux ethospitaliers. Alors même que la France manque cruellement de personnel dans des secteurs clés du médical, la volonté de préférence nationale réduirait encore davantage l'accès aux soins d'une partie de la population.
- La suppression de l'Aide médicale d'Etat (AME), pourtant récemment rejetée par le Conseil constitutionnel, parce que jugée contraire à l'esprit de la Constitution française.
- L'abolition des normes qui protègent la santé humaine, la faune et la flore.



Au cœur de la mobilisation

Merci !

Au moment où l'on écrit ces lignes, l'extrême droite est aux portes du pouvoir. La vague est plus impressionnante encore que ce que nous avions prévu et la dissolution a amplifié la dynamique mortifère en faveur de sa faveur. Il reste un tour.

Mais déjà nous devons tous saluer la détermination impressionnante des jeunes et des habitants des quartiers dits populaires à se mobiliser pour faire barrage à l'extrême droite et pour certains, faire gagner les candidat-es du Nouveau Front populaire. Ce sont leurs votes qui limitent la casse, qui laissent espérer une perspective possible d'opposition au néolibéralisme et au racisme.

Saluons ici leur conscience qui n'a pas faibli depuis l'annonce de la dissolution. Nous aurons toutes et tous besoin de leur énergie, leur courage et leur détermination dans les semaines et mois à venir.

Merci à Clément, Camille, Margaux, Florent, Malik, Caro, Kader, Roxinoka, Aline, Iban, Jim, Joffrey, Mary, Raymond et tous les autres, tellement nombreux, pour votre réactivité exemplaire, votre engagement sans discontinuer dans ce combat contre l'intolérance, le racisme, la xénophobie.

Merci à vous pour ces dizaines de messages quotidiens et continus sur les fils Telegram, les boucles Whatsapp pour maintenir la motivation, organiser les collages-tractages-boitages.

Merci à celles et ceux qui ont participé aux «phonings», pour appeler directement les électeurs, leur rappelant l'importance et la responsabilité de leurs votes, qui ont récupéré des procurations.

Merci à tous les militant.es de la LDH qui sont aller distribuer des tracts, discuter avec les passants sur les marchés, à la sortie du métro, dans les espaces publics.

Merci à Abdel et les autres candidats qui ont choisi de se désister pour ne pas faciliter l'élection d'un candidat de l'extrême droite.

Engagés ou non dans des associations, des syndicats, des partis politiques, nous avons toutes et tous participé, ensemble, à ce mouvement de refus unanime, avec pour seule priorité de fermer la porte au Rassemblement national et à ses alliés. Quel que soit le résultat de ces élections, nous savons qu'il nous faudra batailler encore et encore.

Nous serons là. Nous ne lâcherons rien sur les valeurs qui nous font vivre !

M. M.



Devant la poursuite du massacre de la population de Gaza, le rassemblement silencieux et sans drapeaux, initié par un collectif de citoyennes et citoyens, soutenu par la LDH et d'autres associations, a poursuivi son action en se tenant tous les jours de 18h à 19h place de la Comédie à Lyon.

Une partie des personnes présentes tient deux banderoles avec pour texte : **Gaza : cessez-le-feu immédiat – Gaza : accès de l'aide humanitaire** ; une autre partie distribue des tracts. Jusqu'au début du mois de juin, ce tract reprenait l'appel et l'urgence de ces deux slogans ; depuis le début du mois de juin, un nouveau tract est distribué qui complète le précédent en reproduisant certaines exigences du droit international et en faisant état des dernières décisions de la CPI et du TPI.

Cette action a toujours pour but d'alerter la population qui traverse la place de l'urgence absolue exprimée par les deux slogans portés par les banderoles. Sur la base de ces exigences et du contenu du tract, les personnes présentes sont constamment disponibles pour des rencontres et des discussions. Depuis le 6 mars, le collectif s'est peu à peu agrandi avec la venue de personnes qui, les unes, sont devenues des participants réguliers, les autres des aides occasionnelles voire éphémères.

Des milliers de personnes sont passés par la place. Nombreux celles et ceux qui ont exprimé leur soutien et leur adhésion à cette action. D'autres passent faisant mine de ne pas nous voir ou refusant les tracts. Avec d'autres encore, il y eut quelques rares et rapides altercations. De fait, en nous tenant place de la Comédie et quelles que soient les réactions, la permanence de cette action nous a permis d'atteindre des personnes nouvelles, des personnes avec lesquelles nous sommes très rarement, voire pas du tout, en relation.

Le 6 juillet cela fera donc quatre mois que se tient ce rassemblement. Les membres du collectif ont estimé que compte tenu de son importance et de la poursuite des massacres à Gaza, il était essentiel de poursuivre cette action durant les mois d'été. Toutes les adhérentes et tous les adhérents de la LDH, toutes les citoyennes et tous les citoyens sont invités à participer à ces rassemblements selon leurs disponibilités.

F. A.

<https://www.facebook.com/une.heure.pour.gaza/>

Dans cette lettre nous aurions pu parler de bien d'autres sujets : comment la Nouvelle-Calédonie a perdu 40 ans, la 3^{ème} année de guerre en Ukraine, la Turquie sous Erdogan, le procès reporté de Pinar Selek, les médias, les menaces sur la presse indépendante, les expulsions, les violences dans les CRA... Vous retrouvez ces articles dans la prochaine lettre de la section.